De la stabilisation politique à la reprise économique du quinquennat social

Président tchadien au plus long règne, Idriss Deby Itno fêtera l'an prochain le 20e anniversaire de son arrivée au pouvoir. Exposé aux querelles intestines que le Tchad a connues depuis 1990, le président Deby a dû user d'une bonne dose de courage politique pour endiguer ses plus fervents détracteurs. Un combat de longue haleine qui se sera déroulé durant ses deux premiers mandats jusqu'en 2006, date à laquelle il s'est entouré d'une solide armée ministérielle pour permettre au Tchad d'affronter les défis du XXIe siècle avec confiance et sérénité.

PAR PHILIPPE GORTYCH

Malgré une histoire vieille de sept millions d'années qui fait du Tchad le berceau de l'humanité, le point de départ du développement du pays tel que nous le connaissons aujourd'hui dans sa stabilité politique et sociale remonte au 1er décembre 1990, date à laquelle le président Deby est arrivé au pouvoir.

Après le chaos et l'instabilité qu'a traversés le Tchad sous le mandat du président Hissène Habré au cours de la décennie 1980, Idriss Deby avait à cette époque comme ambition principale de faire de son pays un espace territorial stable et pacifié. Pour mener cette mission à bien, il a dû user de réalisme en politique comme en économie, et également utiliser le dialogue afin de permettre à ses concitoyens d'évoluer dans un nouvel ordre de tolérance, de liberté et de justice.

RETROUVER LA PAIX SOCIALE

Idriss Deby a reçu au cours de ses plus jeunes années une très solide formation d'officier supérieur qui lui a été dispensée en France à deux périodes distinctes : tout d'abord au début de la décennie 1980 à l'Institut aéronautique et à l'école de pilotage Amaury de la Grange situées à Hazebrouck, puis dans les années 1986-1987 à l'École supérieure de guerre interarmées à Paris. Cela lui a sans doute permis de mieux échapper en 1989 aux menaces du régime de Hissène Habré, qui a tenté de neutraliser ses opposants par tous les moyens. Idriss Deby a été le seul officier supérieur rescapé ayant réussi, après de multiples et périlleux combats, à passer au Darfour pour y former, avec le soutien du Soudan et de la Libye, l'Action du 1er avril, son mouvement patriotique qui allait devenir en mars 1990 le Mouvement patriotique du salut (MPS), après l'union avec d'autres opposants du régime autoritaire de Hissène Habré.

Une audacieuse offensive à partir du territoire soudanais, en novembre 1990, a alors permis au MPS dirigé par Idriss Deby d'entrer à N'Djamena le 1er décembre, provoquant la fuite précipitée de Hissène Habré au Cameroun.

Idriss Deby a été désigné dans la foulée, le 4 décembre 1990, par le MPS, nouveau président du Conseil d'État tchadien. Quelques mois plus tard, le 28 février 1991, il nommé président de la République, au moment de l'adoption de la nouvelle charte nationale qui donne tous les pouvoirs au président tout en reculant de deux ans et demi l'instauration du multipartisme. Idriss Deby s'est alors solennellement engagé, au moment de cette investiture, à organiser une conférence nationale en vue de la préparation d'un nouveau texte constitutionnel, conférence qui s'est bien déroulée comme convenu moins de deux ans plus tard.

La première des mesures prises par le nouveau président de la République, dans un souci d'apaisement pour retrouver un certain degré de stabilité et de paix, fut de nommer des chefs rebelles au sein même de l'équipe gouvernementale du Tchad, et d'en placer d'autres à des postes importants de l'Administration nationale. Les membres des ex-forces armées de Hissène Habré ainsi que les anciens combattants du MPS ont tous été soit pleinement intégrés dans l'armée nationale tchadienne, soit démobilisés et réinsérés dans la vie civile.

Bien qu'insuffisantes pour espérer apaiser toutes les sources de tension au sein du pays, ces décisions à la fois stratégiques et symboliques auront eu toutefois le mérite de créer un climat d'union nationale ; condition *sine qua non* pour préserver l'ordre et la paix sociale, et surtout amorcer dans de bonnes conditions le développement économique du pays, ce qui était une des priorités absolues du nouveau président désigné.

La Conférence nationale de réconciliation qui s'est déroulée en 1993 a permis d'adopter une Charte de transition qui, malgré des prorogations successives, a ouvert la voie à l'adoption le 31 mars 1996,

© AFP-ISSOUF SANOGO-STF

21 juin 2008 : le président Idriss Deby Itno lors d'un meeting à N'Djamena.

lors d'un référendum constitutionnel, à la nouvelle Constitution tchadienne et à la tenue d'élections présidentielles multipartites.

Élu triomphalement à la tête du Tchad en 1996, le président Idriss Deby, dans un souci permanent de concorde nationale, a permis la création d'un gouvernement d'union nationale au sein duquel se sont retrouvés plusieurs membres de l'opposition. Quelques mois plus tard, une trentaine de partis politiques lui déclaraient leur soutien en formant un Front républicain favorable aux réformes engagées. Au cours des premières élections législatives démocratiques en mars 1997, le MPS est parvenu à obtenir la majorité des sièges dans le nouveau Parlement.

Les gouvernements d'ouverture se sont alors succédé, permettant une bonne stabilité politique et sociale du pays, malgré certains mouvements rebelles qui ont tous donné lieu à la signature d'accords de paix entre août 1997 et mai 1998. Le président Deby a fait montre de son habileté politique et de sa volonté d'assurer par tous les moyens la sécurité du pays et la poursuite de son développement économique.

Ces actions fédératrices ont permis au chef de l'État d'envisager sereinement de briguer un nouveau mandat présidentiel. L'élection suivante a été préparée par une Commission électorale nationale indépendante, mise en place en juillet 2000 pour renforcer le bon fonctionnement des appareils législatif et démocratique tchadiens.

À la fin de son deuxième mandat, Idriss Deby s'est heurté à la Constitution tchadienne qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. Mais en mai 2004, les députés sont parvenus à faire réformer la Constitution par référendum. La voie vers un troisième quinquennat à la magistrature suprême semblait alors ouverte au président Deby, qui a souhaité placer son nouveau mandat sous le signe du développement social.

FAIRE DU TCHAD UN GRAND CHANTIER

Une fois le pays stabilisé sur le plan politique, il a fallu entreprendre une politique expansionniste pour le sortir du club des pays les plus pauvres et les moins développés du monde. Au Tchad, 80 % de la population est rurale et tous les secteurs ou presque sont prioritaires.

Depuis qu'il a été réélu pour un troisième mandat en 2006, le président Deby n'a cessé de multiplier les efforts pour donner une image plus attractive du Tchad sur la scène mondiale. Dans les faits, cette volonté s'est traduite par de profondes réformes pour renforcer l'équilibre économique et doper la croissance du pays, tout en veillant à ce que l'économie tchadienne reste la

Le développement des infrastructures, notamment routières, fait partie des priorités gouvernementales.

plus diversifiée possible. Ces mutations économiques sont notamment passées par un désengagement progressif de l'État et la responsabilisation d'un secteur privé dynamique, tout en envisageant le développement des partenariats public-privé.

Dès 2006, le chef de l'État tchadien a misé sur la conduite d'une politique de grands travaux, destinée à moderniser les réseaux routier et ferroviaire. Par exemple, en l'an 2000, le Tchad était doté de seulement 300 kilomètres de routes bitumées ; en 2007, on en comptait déjà plus de 2 000. Sur son agenda social 2006-2011, le président Deby a également prévu la construction de pas moins de 1 500 kilomètres de voies ferrées pour désengorger les routes et ainsi faciliter les déplacements de ses concitoyens dans un pays grand de 1 284 000 km², ce qui le place au 21e rang mondial du point de vue de la superficie.

RENFORCER LES SERVICES PUBLICS

Mais Idriss Deby ne souhaite pas s'arrêter en si bon chemin, puisque dans son quinquennat social, il veut également mettre l'accent sur les infrastructures de service public en renforçant les pôles santé et éducation, avec la mise en place de nombreux chantiers d'hôpitaux et d'écoles. En effet, une population faiblement instruite et mal soignée ne peut contribuer efficacement au développement d'un pays. Pour ce qui est du domaine de la santé par exemple, le président Deby a chargé son ministre de la Santé publique d'établir une véritable politique nationale sanitaire afin de développer une meilleure communication entre les professionnels de la santé et les Tchadiens.

Cette politique nationale sanitaire vise à ce que des médicaments génériques peu onéreux et des services de santé de base soient accessibles aux Tchadiens sur l'ensemble du territoire. De nouveaux hôpitaux ont été construits dans le pays, ce qui garantit *de facto* un meilleur accès aux soins pour certaines populations excentrées des régions de l'Est et du Nord du pays.

SECTEURS D'AVENIR AU TCHAD

Outre la santé, un autre domaine est fondamental pour le développement économique du Tchad : c'est celui de l'environnement. Le ministère tchadien de l'Environnement a fixé son action autour de trois grandes priorités :

- Réduire la pauvreté : assurer un meilleur accès à l'eau potable (l'objectif étant que 70 % de la population puisse en disposer en 2015), favoriser la production de gomme arabique (le Tchad est 2e producteur mondial) pour augmenter les ressources des paysans.
- Protéger l'environnement : conserver des forêts et la diversité biologique, limiter la population en milieux terrestre et atmosphérique, sensibiliser de la population.
- Former et légiférer : assurer une meilleure formation aux professionnels de l'environnement et étendre la législation relative à la protection de l'environnement.

La politique de grands travaux publics entreprise par le président Deby répond également aux nouveaux besoins créés par l'explosion démographique de certaines villes importantes, comme Moundou, Sarh ou encore Abéché. L'exemple le plus édifiant est la situation dans la capitale du pays, qui est peuplée de 2 millions d'habitants. En effet, N'Djamena souffre encore d'un déficit d'installations d'aménagement du territoire, telles que les routes, les systèmes d'éclairage ou encore la gestion des ordures. Dans son programme du quinquennat social, Idriss Deby s'est engagé à doter N'Djamena et ses environs de 85 kilomètres de voies urbaines. Par ailleurs, afin d'enrayer la dégradation des conditions de vie de ses concitoyens, le président a également souhaité développer la construction et la rénovation de logements sociaux, dont le financement est assuré par les revenus issus du pétrole.

Outre les mesures de relance de l'activité économique tchadienne citées précé-

demment, le quinquennat social du président Deby a aussi été marqué par le relèvement à 30 % de la part que le Trésor public prélève sur les revenus pétroliers tchadiens. Avec la mise en place de cette nouvelle taxation, le Tchad, qui se déclare comme un pays pétrolier depuis 2003, pourrait faire de l'or noir une véritable manne pour les rouages de son économie ; surtout que des récentes explorations ont permis de découvrir d'importants gisements de pétrole dans différentes régions du pays. L'augmentation constante du prix du baril de pétrole, malgré une certaine accalmie au cours de ces derniers mois, devrait permettre aux Tchadiens de miser sur leurs ressources pour s'assurer une croissance économique très soutenue, qui est proche de la barre des 10 %.

Il y a enfin un secteur important et prometteur de l'économie sur lequel le Tchad devrait pouvoir compter dans un avenir proche, c'est le tourisme. On ignore bien souvent que le pays regorge de parcs et de réserves naturelles qui pourraient constituer de véritables puits de richesse dans un futur proche. Mais pour que les voyageurs occidentaux aient envie de se rendre au Tchad, il faut dans un premier temps mettre en place des infrastructures d'accueil adaptées et mener une promotion touristique adéquate pour donner une image attractive, positive et sécurisante du pays par rapport aux régions touristiques reconnues sur le continent africain.

UN PRÉSIDENT SOUCIEUX DE TERMINER SON ŒUVRE

Aujourd'hui, alors que Idriss Deby poursuit son troisième mandat à un rythme marathonien, les premiers résultats des réformes entreprises en 2006 commencent à porter leurs fruits et appellent déjà à un quatrième mandat de l'homme fort du Tchad.

Dans la situation actuelle, l'erreur consisterait à porter un autre dirigeant au pouvoir lors de la prochaine élection de 2011, car à cette date le président Deby n'aura pas encore tout à fait eu le temps de terminer son œuvre. En effet, il lui faudra encore au moins un mandat pour consolider tous les chantiers qu'il a entrepris, et c'est seulement à partir de ce moment-là qu'il pourra passer le relais à un successeur de confiance.

En tout état de cause, l'hypothèse d'une succession dynastique est d'ores et déjà écartée, puisque le fils unique du président, Brahim Deby, a été assassiné en France en 2007 à l'âge de 27 ans. Face à cet état de fait, l'idée qu'un des brillants ministres du gouvernement tchadien succède un jour à Idriss Deby n'est pas à exclure.

Mais avant qu'il soit encore véritablement question de relève, c'est en continuant à moderniser ses infrastructures et en renforçant son image de pays moderne en Afrique mais aussi sur la scène internationale que le Tchad pourra attirer davantage d'investisseurs étrangers et assurer sa croissance économique et son progrès social. ■

Le président invite au dialogue interreligieux pour la paix au Tchad.